



**RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET
LA SITUATION FINANCIERE
(SFCR)**

EXERCICE 2019



PREAMBULE

Le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) de la Mutuelle Verte décrit, pour l'année 2019, l'activité de la mutuelle, son système de gouvernance, son profil de risque et complète la remise des états quantitatifs annuels en donnant notamment des informations sur les méthodes de valorisations utilisées ainsi que des précisions sur la gestion du capital.

Le SFCR a été élaboré avec l'appui de la Direction Générale, de la Responsable du Contrôle Interne et du Responsable Comptable et Administratif, incarnant respectivement les fonctions clés gestion des risques et actuarielle.

Conformément à la politique de communication des informations réglementaires destinées à l'ACPR et au public de La Mutuelle Verte, le rapport SFCR fait l'objet d'une approbation du Conseil d'Administration.

Ainsi ce rapport a été approuvé par le Conseil d'administration du 23 octobre 2020.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| SYNTHESE | 5 |
| A. ACTIVITE ET RESULTATS | 6 |
| A.1 ACTIVITE | 6 |
| A.2 RESULTATS DE SOUSCRIPTION | 8 |
| A.3 RESULTATS DES INVESTISSEMENTS | 8 |
| A.4 RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES | 9 |
| A.5 AUTRES INFORMATIONS | 9 |
| B. SYSTEME DE GOUVERNANCE | 10 |
| B.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE | 10 |
| B.2 EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE | 14 |
| B.3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE | 15 |
| B.4 SYSTEME DE CONTROLE INTERNE | 18 |
| B.5 FONCTION D'AUDIT INTERNE | 19 |
| B.6 FONCTION ACTUARIELLE | 20 |
| B.7 SOUS-TRAITANCE | 20 |
| B.8 AUTRES INFORMATIONS | 21 |
| C. PROFIL DE RISQUE | 22 |
| C.1 RISQUE DE SOUSCRIPTION | 23 |
| C.2 RISQUE DE MARCHE | 24 |
| C.3 RISQUE DE CREDIT (DEFAULT) | 25 |
| C.4 RISQUE DE LIQUIDITE | 26 |
| C.5 RISQUE OPERATIONNEL | 27 |
| C.6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS | 28 |
| C.7 AUTRES INFORMATIONS | 28 |
| D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE | 29 |
| D.1 ACTIFS | 29 |
| D.2 PROVISIONS TECHNIQUES | 30 |
| D.3 AUTRES PASSIFS | 31 |
| D.4 METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES | 31 |
| D.5 AUTRES INFORMATIONS | 31 |

| | |
|---|-----------|
| E. GESTION DU CAPITAL | 32 |
| E.1 FONDS PROPRES | 32 |
| E.2 CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS | 33 |
| E.3 UTILISATION DU SOUS MODULE "RISQUE SUR ACTIONS" FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS | 33 |
| E.4 DIFFERENCE ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE | 34 |
| E.5 NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS | 34 |
| E.6 AUTRES INFORMATIONS | 34 |
| F. ANNEXES | 35 |

SYNTHESE

La Mutuelle Verte est une mutuelle santé régie par le livre II du code de la mutualité.

Forte de ses valeurs d'entreprise centrées sur la solidarité et la qualité de sa gestion, elle n'a cessé de s'adapter afin de proposer des services pertinents et des garanties adaptées aux besoins de ses adhérents.

En 2019, le développement des segments de clientèle tels que les TPE/PME ou les seniors se sont poursuivis avec des résultats toujours aussi satisfaisants. Il en est de même pour nos partenariats et le développement d'une activité de Gestion Pour Compte.

Ainsi, La Mutuelle Verte continue sa progression en présentant une croissance de 10 % des effectifs gérés entre le 01/01/2019 et le 01/01/2020.

En synthèse de ce rapport, les changements importants survenus dans l'activité et les résultats de La Mutuelle Verte en 2019 sont détaillés ci-après.

ACTIVITE ET RESULTATS

Sur l'exercice, La Mutuelle Verte a poursuivi la diversification de son portefeuille de contrats collectifs en maintenant ses efforts vis-à-vis des TPE/PME, notamment, en privilégiant une offre globale « Santé – Prévoyance » pour les entreprises. Ainsi le portefeuille d'entreprises adhérentes progresse de 6% entre le 01/01/2019 et le 01/01/2020.

Dans la continuité de sa stratégie initiée en 2016 sur les segments de population non impactés par l'ANI, une progression satisfaisante des chefs de famille a été relevée.

La Mutuelle Verte a développé son expertise en gestion pour compte. Le nombre de personnes gérées par ce biais augmente de 34% entre le 01/01/2019 et le 01/01/2020.

SYSTEME DE GOUVERNANCE

Dans le cadre du pilotage du système de gouvernance des risques, le Conseil d'Administration a validé les politiques de gestion des risques révisées ainsi que le rapport relatif à la solvabilité et la situation financière, le SFCR, destiné au public et à l'ACPR. Ont également fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration, le rapport sur le contrôle interne du dispositif de Lutte Contre le Blanchiment de capitaux et le Financement du Terrorisme et le rapport sur les procédures d'élaboration et de vérification de l'information financière et comptable.

Enfin, l'organisation de l'audit interne a fait l'objet de modifications et la politique d'audit interne a été modifiée en conséquence. Le Président du Comité d'audit, Trésorier Général du Conseil d'administration, a été nommé Responsable de la fonction clé audit interne.

PROFIL DE RISQUE

Le rapport d'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (EIRS) a été approuvé par le Conseil d'Administration du 7 novembre 2019.

Il ressort de ce rapport que l'ensemble des scénarii projetés respecte largement le seuil d'appétence défini par le Conseil d'Administration, à savoir un taux de couverture minimum du SCR de 200%.

VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE ET GESTION DU CAPITAL

Le taux de couverture par les fonds propres des besoins en capitaux réglementaires garantissant la solvabilité de La Mutuelle Verte est de 556% en 2019, contre 552% en 2018.

Cette stabilité correspond principalement à l'impact de notre nouvelle orientation de placements compensée par une augmentation des fonds propres liée au résultat de notre exercice et à une baisse de l'activité sous risque, du fait des partenariats de coassurance et du traité de réassurance signé en 2019, entraînant une diminution de l'exigence de marge de solvabilité.

A. ACTIVITE ET RESULTATS

A.1 ACTIVITE

A.1.1 L'entreprise

La Mutuelle Verte, dont le siège social est situé à Toulon, 78 cours Lafayette, est une mutuelle nationale interprofessionnelle indépendante relevant du livre II du code de la mutualité.

En application du code monétaire et financier, elle est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), située 4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 PARIS CEDEX 09.

Pour la certification de ses comptes annuels, La Mutuelle Verte a nommé comme commissaires au compte titulaire le cabinet FICOREC AUDIT.

Elle détient les agréments pour pratiquer des opérations sur les branches suivantes :

- **Branche 1** – Accident,
- **Branche 2** – Maladie,
- **Branche 20** – Risques liés à la durée de la vie humaine (vie-décès), dans le cadre du versement d'une indemnité obsèques.

La Mutuelle Verte propose à tous les bénéficiaires des régimes obligatoires français et luxembourgeois des garanties adaptées aux besoins de chacun, notamment :

- Des garanties santé **pour les particuliers**,
- Des garanties santé **collectives** pour les entreprises,
- Des garanties santé **spécifiques**, destinées à des populations identifiées.

A.1.2 Faits marquants durant la période de référence

- **Principales évolutions de l'environnement politique, fiscal et légal**
 - Mise en place au 1^{er} janvier 2019 de la caution solidaire, pour une mutuelle substituante, pour l'ensemble des engagements financiers et charges, y compris non assurantiels, de la substituée vis-à-vis des membres participants, ayants droit, bénéficiaires de cette dernière et toute autre personne physique ou morale.
 - Lisibilité des garanties qui implique une clarification et une homogénéisation des offres commerciales permettant leur comparaison et facilitant la prise de décision des consommateurs.

- **Événements liés aux engagements d'assurance :**
 - Mise en application du forfait patientèle médecin traitant regroupant différents forfaits (ALD, personnes âgées, médecin traitant), traité comme une charge de prestation.
 - Début de l'entrée en vigueur du 100% santé avec le dentaire en 2019. Cela permet aux assurés d'avoir accès à certains soins en optique, dentaire et audioprothèse avec un reste à charge nul. Le calendrier s'étend jusqu'en 2022.
- **Événements liés au déploiement de la stratégie :**
 - Développement d'une offre en Gestion Pour Compte (GPC) en « marque blanche ». Le nombre de personnes géré en gestion pour compte augmente de 34% entre le 01/01/2019 et le 01/01/2020.
 - Signature d'un traité de réassurance en quote-part. Cette réassurance concerne le portefeuille dont La Mutuelle Verte porte seule le risque de remboursement des frais médicaux. Le montant de la quotité cédée par La Mutuelle Verte est de 25% de ce portefeuille.

A.1.3 Faits marquants postérieurs à la clôture de l'exercice

Le début de l'année 2020 a été marqué par le développement d'une crise sanitaire sans précédent, issue de la pandémie au virus « Covid-19 ». D'une situation localisée, cet événement, a vu, dans la fin du 1er trimestre 2020, son évolution dégénérer à un niveau mondial, celle-ci s'accompagnant d'importants chocs boursiers et économiques.

L'épidémie de COVID-19 est un événement qui n'a acquis une ampleur internationale qu'en 2020 : les actifs et passifs, les charges et produits au 31 décembre 2019 et utilisés dans les calculs de solvabilité sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

De la déclaration de l'OMS du 30 janvier 2020, considérée comme le début de cette crise, à la date de rédaction du présent rapport, La Mutuelle Verte a mis en place des dispositifs visant à préserver la santé et la sécurité de ses adhérents, de ses collaborateurs et de ses partenaires.

Cette volonté s'est traduite par :

- la mise en place scrupuleuse des recommandations sanitaires de l'OMS et du gouvernement, pour l'ensemble des établissements,
- l'organisation d'une continuité d'activités passant par la généralisation du télétravail,
- la définition de mesures d'accompagnement des populations fragilisées.

Si la capacité opérationnelle de La Mutuelle Verte a pu être maintenue, l'impact financier et technique de cette crise ne peut, à ce stade, être précisément estimé. Néanmoins, les premières constatations ne révèlent pas d'impact défavorable.

A.2 RESULTATS DE SOUSCRIPTION

Dans le cadre de son activité d'assurance, le résultat de souscription de La Mutuelle Verte se présente de la manière suivante :

| en K€ | 2019 | | 2018 | |
|--|------------------------|------------------------------|------------------------|------------------------------|
| | Santé (frais médicaux) | Autres (indemnités obsèques) | Santé (frais médicaux) | Autres (indemnités obsèques) |
| Cotisations brutes | 38 617 | 54 | 37 208 | 47 |
| Cotisations cédées en réassurance | - 6 756 | - 11 | | |
| Charge des prestations * | - 32 641 | - 18 | - 30 825 | - 19 |
| Cessions en réassurance | 5 256 | 3 | | |
| Autres éléments | - 2 822 | - 1 | - 4 039 | - 3 |
| Résultats de souscription | 1 654 | 27 | 2 344 | 25 |

**Frais payés inclus*

La quasi-totalité des contrats souscrits le sont en France. Les autres pays (non significatif : 1,4 % des cotisations) sont principalement le Luxembourg et les pays du Maghreb.

Les cotisations Vie et Non Vie progressent de 1 416 K€ par rapport à 2018 grâce à notre développement commercial.

Néanmoins, le résultat de souscription Non Vie et Vie affiche une baisse de 682 K€ qui inclut l'impact de la cession en réassurance pour 154 K€, la légère dégradation du P/C et la hausse des charges ventilées, ce qui impacte le résultat technique.

A.3 RESULTATS DES INVESTISSEMENTS

Au titre de son activité d'investissement, La Mutuelle Verte dispose d'un portefeuille de placement s'élevant à 32 716 K€.

Les produits et charges financiers par classe d'actifs se décomposent ainsi :

| Type d'actifs | Valeur de marché | Produits | Charges | Résultat des investissements | +/- values latentes |
|------------------------------------|------------------|------------|------------|------------------------------|---------------------|
| | | | | 2019 | |
| Obligations d'entreprise | 10 331 | 311 | 80 | 231 | 715 |
| Actions | 80 | 0 | 0 | 0 | 105 |
| OPCVM | 2 061 | 22 | 0 | 22 | -7 |
| Trésorerie et dépôts | 18 949 | 479 | 90 | 389 | |
| Immobilisations corporelles | 1 295 | 0 | 50 | -50 | 2 046 |
| Total | 32 716 | 812 | 220 | 592 | 2 859 |

Les charges financières sont composées de charges par destination.

La politique prudente de placement explique le niveau de nos produits financiers.

Le résultat d'investissement ainsi que les plus et moins-values latentes viennent directement impacter les fonds propres Solvabilité II de la manière suivante :

- Le résultat d'investissement est une composante du résultat net qui impacte les fonds excédentaires,
- Le total des plus et moins-values latentes, net des impôts différés, vient augmenter la réserve de réconciliation.

A.4 RESULTATS DES AUTRES ACTIVITES

La Mutuelle Verte réalise la gestion de contrats santé pour le compte d'assureurs délégants en coassurance et en gestion pour compte.

Dans le cadre de cette activité, les produits réalisés en 2019 sont de 2 917 K€ (contre 2 338 K€ en 2018).

Cette augmentation est due à la progression de la gestion de contrats collectifs pour le compte de tiers.

Les autres produits non techniques à l'exception des résultats sur placements n'appellent pas de commentaire particulier.

A.5 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante, ou qualifiée comme telle par La Mutuelle Verte, susceptible d'impacter l'activité ou les résultats présentés plus haut et devant être portée à la connaissance du public n'est à mentionner.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1 INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1.1 Organisation générale

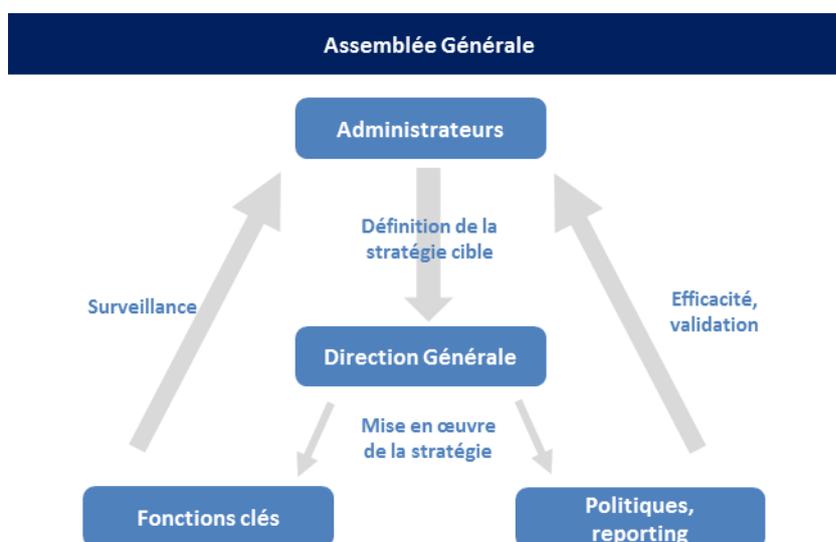
Le système de gouvernance de La Mutuelle Verte est conforme aux principes de la directive Solvabilité II.

La gouvernance de la mutuelle est ainsi fondée sur la complémentarité entre :

- Les administrateurs élus (Conseil d'Administration),
- Le Président et la Directrice Générale choisie pour ses compétences techniques et managériale (Dirigeants effectifs),
- Les responsables des fonctions clés en charge de prérogatives spécifiques (actuariat, gestion des risques, vérification de la conformité, audit interne) devant soumettre leurs travaux au Conseil d'Administration.

L'organisation générale de la gouvernance est décrite dans les statuts de La Mutuelle Verte approuvés par l'Assemblée Générale. Par ailleurs, le Conseil d'Administration contribue annuellement à la revue des politiques de risques de la mutuelle.

Ainsi, les rôles et responsabilités des acteurs ont été clairement identifiés et définis, permettant d'assurer une totale séparation des tâches entre les fonctions d'administration, de gestion et de contrôle. Les canaux de communication entre ces acteurs ont également été définis.



B.1.2 Conseil d'Administration

B.1.2.1 *Composition et tenue du Conseil d'Administration*

Le Conseil d'Administration est composé de 15 administrateurs élus par l'Assemblée Générale.

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

B.1.2.2 Prérogatives du Conseil d'Administration et travaux réalisés durant l'année :

Le Conseil d'Administration détermine les grandes orientations de l'activité de La Mutuelle Verte dans les domaines stratégiques, économiques et financiers. Il veille également à leur correcte mise en œuvre.

L'approche exhaustive et transversale de l'identification et de l'évaluation des risques représente un élément clé de gouvernance. A ce titre, le Conseil d'Administration détermine les orientations stratégiques et crée l'environnement favorable à une gestion des risques efficace en :

- Définissant la stratégie et la politique des risques (appétence et seuils de tolérance) ;
- Approuvant les politiques écrites relevant de son autorité ;
- Contrôlant l'adéquation des dispositifs de gestion des risques et le respect du niveau général des risques définis.

En complément des statuts, dans le cadre de Solvabilité II, le Conseil d'Administration joue un rôle central dans le système de gouvernance de La Mutuelle Verte. Dans ce contexte, le Conseil d'Administration a notamment, au cours de l'exercice :

- Validé les politiques de risques révisées en 2019,
- Approuvé le rapport sur l'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité (EIRS),
- Approuvé l'ensemble des rapports demandés par l'ACPR,
- Nommé un nouveau responsable de la fonction clé audit interne.

B.1.2.3 Comité d'audit

Par nature, le Comité d'audit joue un rôle majeur dans le suivi du dispositif de gestion des risques, en s'appuyant sur les travaux de contrôle et d'audit internes. Le Comité dispose de plusieurs sources d'information (cartographie des risques, rapport d'audit interne, diligences des commissaires aux comptes, rapport sur l'évaluation interne des risques et de la solvabilité...), pour apprécier toute déviance par rapport au cadre de tolérance défini par le Conseil d'Administration. Il s'assure ainsi de la convergence entre les diverses sources d'évaluations disponibles.

Les membres du Comité d'audit sont désignés par le Conseil d'Administration.

Les rôles, missions et pouvoirs du Comité d'audit ont été approuvés par le Conseil d'Administration à travers la Charte du Comité d'audit établie par ses membres.

Le Comité d'audit est chargé des missions suivantes :

- il assure le suivi de la fiabilité du processus d'élaboration de l'information comptable et financière en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le cadre du dispositif de contrôle interne.
- il s'assure de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques,
- il suit le contrôle légal des comptes annuels par le Commissaire aux Comptes et s'assure de son indépendance.

Le Comité d'audit rend compte de ses missions auprès du Conseil d'Administration.

B.1.3 Dirigeants effectifs

La direction effective de la mutuelle est assurée par deux dirigeants effectifs :

- Le Président du Conseil d'Administration, Gérard HENRY, depuis 2007,
- Le Dirigeant Opérationnel, Marie-Madeleine DUBEC, Directrice Générale depuis 2001.

Dans le respect du principe des quatre yeux, les dirigeants effectifs de la mutuelle sont impliqués dans les décisions significatives de la mutuelle, disposent de pouvoirs suffisants, d'une vue complète et approfondie de l'ensemble de l'activité.

Le Conseil d'Administration et son président déterminent, en séance, les orientations stratégiques et créent l'environnement favorable à une gestion des risques efficace.

La Directrice Générale prend en charge le pilotage stratégique et opérationnel de La Mutuelle Verte. Dans ce contexte, elle prend part à la gestion des risques par le biais des contributions suivantes :

- elle assiste les instances dans la définition de la stratégie de gestion des risques ;
- elle rend compte aux instances de l'application de la stratégie ;
- elle veille à la prise en compte dans l'organisation des principes de maîtrise des risques définis par la réglementation et par les normes de la profession (principe de la personne prudente, ...) ;
- elle supervise la réalisation d'un Plan de Continuité des Activités et des tests périodiques associés ;
- elle assure l'identification, l'évaluation des risques stratégiques et définit le Plan de Maîtrise des Risques associé.

B.1.4 Fonctions clés

Conformément à la réglementation Solvabilité II, La Mutuelle Verte a nommé 4 responsables de fonctions clés.

Les responsables des fonctions clés :

- opèrent sous l'autorité de la Direction Générale (excepté le responsable de la fonction clé audit interne),
- rendent compte, au moins annuellement, de leurs activités au Conseil d'Administration,
- ont un devoir d'alerte immédiat en cas de problème majeur relevant de leur domaine de responsabilité,
- disposent de l'autorité suffisante et de l'expertise nécessaires ainsi que des droits d'accès à toute information pertinente et utile à l'exercice de leurs responsabilités,
- exercent leur fonction en toute indépendance, « de manière objective et libre de toute influence ».

B.1.4.1 Fonction gestion des risques

La fonction de gestion des risques fait partie des structures dites de « pilotage », qui apportent une garantie sur la gouvernance des risques au sein de l'organisme. Elle fournit une vision transversale et synthétique des risques majeurs auxquels est exposé l'organisme et veille à ce que le niveau de risque pris soit cohérent avec les orientations et les objectifs définis par le Conseil d'administration. Elle assume, à ce titre, les aspects suivants de la politique de gestion des risques :

- relation avec les directions opérationnelles, les « preneurs de risques » ;
- coordination / réalisation de la cartographie des risques pour l'ensemble des risques ;
- suivi de la mise en œuvre des mesures de maîtrise des risques ;
- information des dirigeants effectifs ;
- organisation de la continuité des activités concernées par des risques dont la criticité remettrait en cause le fonctionnement de la mutuelle.

B.1.4.2 Fonction actuarielle

La fonction actuarielle a en charge les missions suivantes :

- valider les provisions techniques,
- apprécier la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques,
- contribuer à la mise en œuvre du système de gestion des risques,
- émettre un avis sur la politique de souscription sur la base d'un rapport annuel.

B.1.4.3 Fonction audit interne

La fonction d'audit interne exerce une fonction de vérification pour apporter une expertise indépendante sur la conformité de l'organisme aux dispositions réglementaires et aux orientations données par le Conseil d'Administration.

Son rôle consiste à réaliser des diagnostics et à émettre des recommandations, synthétisées et communiquées à la Direction Générale.

Cette fonction est portée par le Président du Comité d'audit qui dispose d'un droit d'accès au Conseil d'Administration. Ce dernier, par l'intermédiaire du Comité d'audit, entend annuellement la fonction audit interne.

L'audit interne est en charge de l'audit des processus clés ainsi que des missions ponctuelles décidées par le Comité d'Audit ou la Direction Générale.

La fonction audit interne a en charge les missions suivantes :

- établir, mettre en œuvre et garder opérationnel un plan d'audit détaillant les travaux d'audit à conduire dans les années à venir, compte tenu de l'ensemble des activités et de tout le système de gouvernance de La Mutuelle Verte,
- adopter une approche fondée sur le risque lorsqu'elle fixe ses priorités,
- communiquer le plan d'audit au Conseil d'Administration,
- soumettre, au moins une fois par an, au Conseil d'Administration, via le Comité d'Audit, un rapport contenant ses constatations et recommandations,
- s'assurer du respect des décisions prises par le Conseil d'Administration sur la base des recommandations visées au point précédent.

B.1.4.4 Fonction de vérification de la conformité

La fonction de vérification de la conformité consiste à assurer les missions suivantes :

- Mettre en place une politique et un plan de conformité,
- Définir, les responsabilités, les compétences et les obligations de reporting liées à la conformité,
- Identifier et évaluer le risque de conformité,
- Evaluer l'adéquation des mesures adoptées pour prévenir toute non-conformité,
- Evaluer l'impact de changements d'environnement juridique.

B.1.5 Eventuels changement importants survenus au cours de l'exercice

En 2019, l'organisation relative à l'audit interne a été modifiée aux fins de mise en conformité avec le principe d'indépendance de la fonction clé audit interne.

Ainsi, le Président du Comité d'audit du Conseil d'Administration a été nommé responsable de la fonction clé audit interne lors du Conseil d'Administration du 8 février 2019.

La politique d'audit interne a été modifiée en conséquence et intègre les procédures de fonctionnement entre le responsable de la fonction clé audit interne et l'auditeur interne.

B.1.6 Politique et pratiques de rémunération

La politique de rémunération de La Mutuelle Verte, validée par le Conseil d'Administration, décrit les pratiques de rémunération de l'entreprise.

B.1.6.1 Le Conseil d'administration

Comme le stipulent les statuts de La Mutuelle Verte, les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération. Ils sont indemnisés des frais engendrés dans l'exercice de leur mandat.

B.1.6.2 Rémunération des salariés

La rémunération des salariés de La Mutuelle Verte est régie par la Convention Collective Nationale du Crédit Agricole.

La rémunération variable collective récompense la contribution de l'ensemble des salariés aux résultats de La Mutuelle Verte et n'est pas basée sur des éléments de performance individuelle.

La rémunération variable individuelle concerne certains salariés occupant des fonctions commerciales avec une mission de prospection comportant des objectifs individuels.

Elle est construite afin de représenter un élément de motivation pour le salarié et d'éviter de constituer un facteur d'aggravation de la prise de risque pour la gestion de l'entreprise.

B.1.6.3 Rémunération des responsables des fonctions clés

Les responsables des fonctions clés ne font l'objet d'aucune rémunération spécifique relative à la fonction clé qui leur a été confiée.

B.1.6.4 Rémunération des dirigeants effectifs

Conformément aux statuts de La Mutuelle Verte, le Président ne perçoit pas de rémunération.

La Directrice Générale est nommée par le Conseil d'Administration qui détermine, au travers d'une commission ad hoc, les éléments de son contrat de travail.

Les éléments de la rémunération reposent sur une rémunération conventionnelle, établie par la transposition de la Convention Collective des Cadres de Direction des Caisses Régionales du Crédit Agricole.

La rémunération complémentaire de la Directrice Générale prend en compte la performance globale de l'entreprise et non des éléments relatifs à sa performance individuelle.

B.2 EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE

La politique relative aux exigences de compétences et d'honorabilité de La Mutuelle Verte, validée par le Conseil d'Administration, décrit les procédures d'évaluation de la compétence et de l'honorabilité du Conseil d'Administration, des dirigeants effectifs, des responsables de fonction clé et des salariés.

B.2.1 Exigences d'honorabilité

Les exigences d'honorabilité pour l'ensemble des acteurs de la gouvernance sont assurées par la présentation, au moment de leur nomination, du bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois et d'un engagement formel d'informer le Président de toute modification ultérieure.

B.2.2 Exigences de compétence et processus d'appréciation

B.2.2.1 Administrateurs

La compétence du Conseil d'Administration s'évalue collégialement à partir des compétences individuelles. Au regard des domaines de compétences listés dans l'article R114-9 du Code de la Mutualité, les compétences des administrateurs sont évaluées à partir :

- des formations suivies par l'administrateur à sa demande ou sur proposition de La Mutuelle Verte,
- de l'expérience professionnelle de l'administrateur et les compétences acquises au cours de sa carrière,
- des différents mandats exercés à l'extérieur de La Mutuelle Verte qui contribuent aux domaines de compétences,
- de l'ancienneté au Conseil d'Administration de La Mutuelle Verte et l'année d'entrée dans la fonction actuelle,
- de l'appartenance au Comité d'Audit.

L'analyse de ces informations et les échanges avec les administrateurs permettent de proposer aux membres du Conseil d'Administration des formations adaptées.

Enfin, les Administrateurs sont également régulièrement informés des évolutions réglementaires concernant La Mutuelle Verte lors des réunions du Conseil et du Comité d'Audit.

B.2.2.2 Dirigeants effectifs et Responsables de fonctions clés

La compétence des dirigeants effectifs et des responsables de fonction clé s'apprécie de manière individuelle au regard de leurs prérogatives spécifiques avec les éléments suivants :

- Formations et diplômes.
- Expérience professionnelle.

Parallèlement à ces éléments, les dirigeants effectifs et les responsables de fonction clé suivent des formations et assistent à des conférences leur permettant d'assurer un maintien de leurs compétences.

B.3 SYSTEME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'EVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITE

B.3.1 Organisation du système de gestion des risques

La Mutuelle Verte dispose d'un système de gestion des risques qui a pour vocation d'identifier, de mesurer et de gérer les risques auxquels la mutuelle est exposée dans le cadre de ses activités. Il est décrit dans la politique de gestion des risques validée par le Conseil d'Administration. Cette politique cadre est complétée par des politiques de risques spécifiques également validées par le Conseil d'Administration.

A partir de la stratégie de risques établie par le Conseil d'Administration et la Direction Générale, La Mutuelle Verte met en œuvre :

- des dispositifs d'appréciation et de traitement des risques ;
- des procédures de contrôle (surveillance) et de revue ;
- des procédures de communication et de reporting.

Tenant compte du profil de risque de La Mutuelle Verte décrit par la Direction Générale, la fonction actuarielle et la fonction gestion des risques, le Conseil d'Administration détermine l'appétence au risque,

c'est-à-dire le niveau de risque que La Mutuelle Verte accepte de prendre afin de mener à bien ses objectifs de pérennité et de développement de son activité.

Cette appétence est ensuite déclinée, par la Direction Générale, en limites de tolérance pour chaque grande catégorie de risque afin d'être intégrée par le management opérationnel.

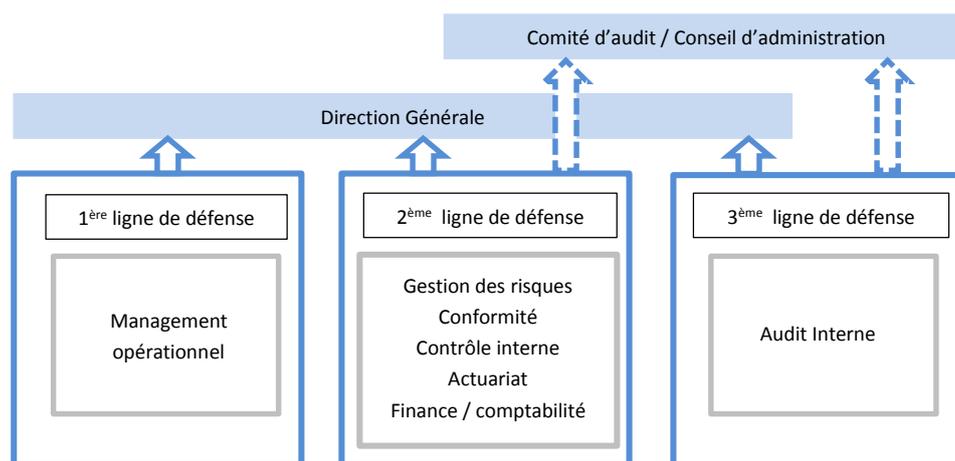
Les risques sont appréciés soit quantitativement par les calculs de la formule standard, soit par le biais de la cartographie des risques. Cette dernière permet la collecte, l'évaluation et la hiérarchisation des risques auxquels est confrontée La Mutuelle Verte. Régulièrement actualisée, elle conduit à la mise en place de plans d'actions afin de renforcer la maîtrise des risques.

D'autre part, la revue et la surveillance des risques, pilotées par la fonction gestion des risques, permettent le suivi d'indicateurs et l'élaboration de rapports destinés à la Direction Générale et au Conseil d'Administration. Ce dispositif comprend l'actualisation de la cartographie des risques, les évaluations EIRS, les contrôles internes et la gestion des incidents.

Sur la base des livrables produits précédemment (rapport EIRS, rapport d'audit, etc.) et communiqués à la Direction Générale et au Conseil d'Administration, la stratégie de risques peut être révisée.

B.3.1.1 Intégration dans la structure organisationnelle et dans les prises de décision

Le système de gestion des risques s'appuie sur l'ensemble des acteurs intervenant dans l'exercice de la cartographie des risques. Son pilotage s'organise autour de trois lignes de défense réparties dans le schéma suivant :



Le management opérationnel pilote les contrôles correspondant à la première ligne de défense. Sa connaissance des métiers le place dans un rôle essentiel pour l'identification et l'évaluation des risques liés aux activités, pour l'actualisation de la cartographie et pour le déploiement des contrôles destinés à maîtriser les risques identifiés.

Le management a ainsi la responsabilité de la maîtrise des risques sur son périmètre. Il examine les expositions aux risques et définit les moyens à mettre en œuvre. Il sensibilise ses équipes en pilotant les objectifs de gestion des risques.

Les fonctions clés composent la deuxième ligne de défense. Leur mission, leur rattachement et leur compétence permettent une garantie de la fiabilité de leurs travaux d'évaluation, l'adéquation de leurs propositions de maîtrise et le suivi du plan de maîtrise des risques. Elles interviennent en support du management dans l'élaboration et la mise au point des opérations de contrôle interne.

La fonction audit interne permet d'assurer la troisième ligne de défense.

Les missions de chaque fonction clé sont décrites au paragraphe B.1.2.5.

Les autres fonctions supports sont amenées à émettre des politiques et des directives applicables au sein de l'organisation, elles assurent également les opérations de contrôle de leurs activités. Ces services fonctionnels, responsables de domaines d'expertise, disposent d'un rôle spécifique dans le dispositif de contrôle interne, soit par le pouvoir de contrôle reçu sur certaines opérations ou certains processus, soit par l'assistance effective qu'ils apportent pour identifier, évaluer les principaux risques liés à leur domaine et accompagner la conception des contrôles techniques les plus efficaces.

Afin d'assurer l'atteinte des objectifs du système de gouvernance, les instances de gestion, d'administration et de contrôle tiennent un rôle fondamental. Au sein de La Mutuelle Verte, ces instances sont principalement le Conseil d'Administration et le Comité d'audit qui en émane, ainsi que les dirigeants effectifs que sont le Président et la Directrice Générale.

B.3.2 Description du processus d'Evaluation Interne des Risques et de la Solvabilité

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (EIRS) est intégré au fonctionnement de La Mutuelle Verte et s'inscrit dans le cadre du dispositif de gestion des risques. Une politique EIRS validée par le Conseil d'Administration précise l'organisation du processus EIRS. Plus particulièrement, cette politique prévoit :

- Une réalisation annuelle de l'EIRS, voire infra-annuelle en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risques.
- Une validation du rapport EIRS par le conseil d'administration qui peut selon son jugement exiger de revoir et/ou corriger des paramètres concernant l'environnement externe (concurrence, juridique, économie, fiscalité, etc.) ou interne (interdépendances de décisions, évolution du niveau d'appétence aux risques fixé, adaptation de la stratégie et/ou de l'organisation, etc.).
- Une démarche EIRS placée sous la responsabilité conjointe des fonctions clés actuarielle et gestion des risques et de la Direction Générale.

L'EIRS est considéré comme un outil de pilotage de la mutuelle qui permet notamment au Conseil d'Administration d'appréhender le profil de risques de la mutuelle et de mettre en perspective la stratégie de la mutuelle en termes de risques et de solvabilité sur les 3 prochaines années.

Dans le cadre de cet exercice, La Mutuelle Verte analyse, évalue et s'assure de la couverture de l'ensemble des risques auxquels elle est soumise et détermine ses besoins de solvabilité.

Pour cela, la démarche EIRS de la mutuelle se fonde sur les étapes suivantes :

- Une identification préalable du besoin global de solvabilité,
- Un respect permanent des exigences réglementaires en projetant l'activité de la mutuelle dans des conditions normales et dans des conditions adverses,
- Une étude de la déviation du profil de risque de la mutuelle par rapport à la formule standard proposée par la législation.

Le besoin global de solvabilité (BGS) est défini comme l'agrégation des écarts constatés entre le profil de risque et la formule standard. Il est composé des différents SCR¹ de risques et des évaluations des risques majeurs non identifiés dans la formule standard.

¹ SCR = capitaux de solvabilité requis

La détermination du BGS permet d'ajuster le niveau de fonds propres nécessaires pour couvrir les risques de La Mutuelle Verte et de déterminer sa situation par rapport au SCR.

B.4 SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

B.4.1 Dispositif de contrôle interne

Au sein de La Mutuelle Verte, le contrôle interne est un dispositif mis en œuvre par le Conseil d'Administration, la Direction Générale, la Responsable du Contrôle Interne ainsi que le personnel, en vue d'apporter une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- Réalisation et optimisation des opérations ;
- Fiabilité des informations financières ;
- Prévention et détection des risques ;
- Conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.

La politique de contrôle interne, validée par le Conseil d'Administration, décrit, sur la base des principes directeurs établis, le dispositif de contrôle interne ainsi que les rôles et responsabilités des acteurs et les procédures de communication et d'information à appliquer. Concernant ces dernières, elle précise les éléments communiqués aux responsables des différentes fonctions clés.

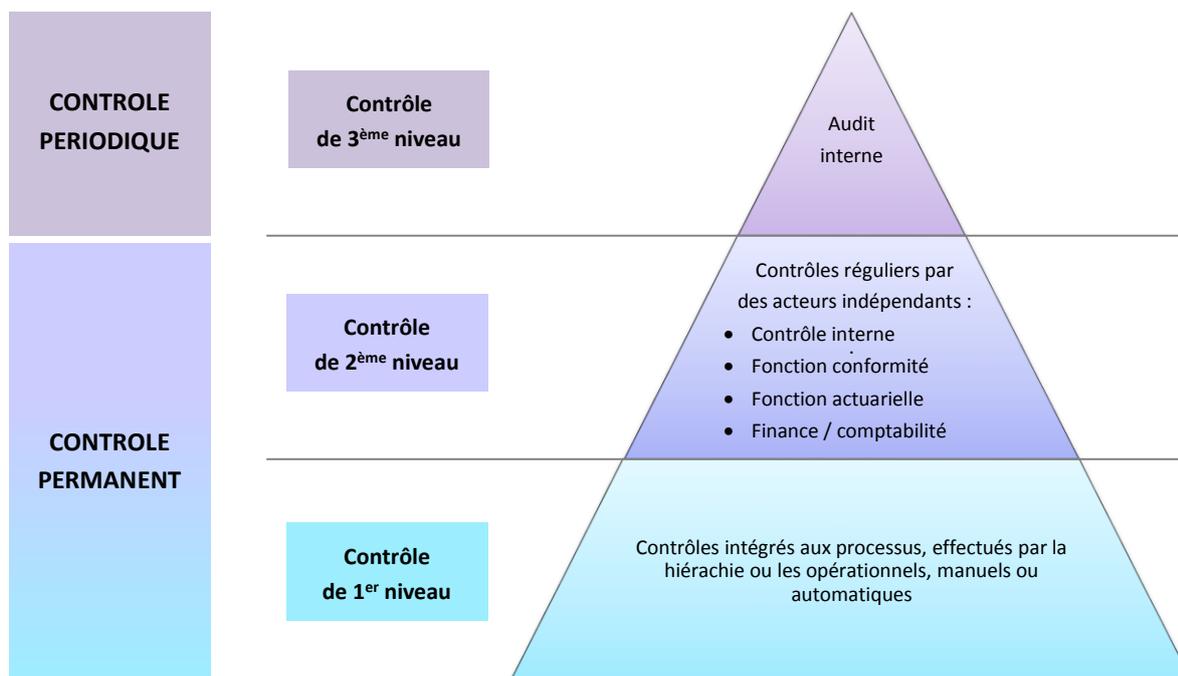
Le contrôle interne au sein de La Mutuelle Verte est un ensemble de processus, organisés, formalisés et permanents, choisis et mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants ainsi que le personnel.

Ce dispositif contribue à la maîtrise des risques opérationnels de l'entreprise.

Il repose sur :

- Un environnement de contrôles préexistants :
 - Des responsabilités et des rôles identifiés et formalisés,
 - La séparation des tâches incompatibles,
 - Des règles et procédures de fonctionnement internes,
 - Une mesure et une surveillance régulière des principaux risques,
 - La traçabilité des opérations.
- Un plan de contrôle interne organisé par service et par processus et revu annuellement, recensant les contrôles en place en couverture des risques identifiés dans la cartographie des risques. Le dispositif est porté par la responsable du contrôle interne.
- Un plan de conformité renouvelé annuellement visant à piloter l'activité de conformité et porté par la fonction de vérification de la conformité.

Le schéma ci-dessous décrit les niveaux de contrôles en vigueur à La Mutuelle Verte :



B.4.2 Mise en œuvre de la fonction vérification de la conformité

La fonction de vérification de la conformité a pour mission de participer à la veille réglementaire et d'évaluer l'impact de tout changement de l'environnement juridique sur l'activité de La Mutuelle Verte. Elle est également consultée pour avis sur toute question réglementaire ou de conformité liée aux activités d'assurance.

Le dispositif interne de vérification de la conformité est constitué des éléments suivants :

- le plan annuel de conformité qui détermine les actions prioritaires à mener en fonction des risques de conformité identifiés,
- la filière conformité, composée de référents conformité internes à La Mutuelle Verte,
- les audits de conformité réalisés par l'audit interne,
- le reporting à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin d'alerter sur les risques de non-conformité susceptibles d'impacter la mutuelle.

La politique de conformité validée par le Conseil d'Administration décrit en détail les responsabilités de la fonction clé, les contours de sa mission, l'organisation du dispositif de conformité et les modalités de reporting.

B.5 FONCTION D'AUDIT INTERNE

La politique d'audit interne validée par le Conseil d'Administration précise la mission, les pouvoirs et les responsabilités de la fonction d'audit interne.

La fonction d'audit interne est fonctionnellement rattachée au Conseil d'Administration. Elle dispose donc d'un droit d'accès au Conseil d'Administration ce qui en garantit son indépendance.

Le Conseil d'Administration, par l'intermédiaire du Comité d'audit, entend annuellement la fonction d'audit interne. Dans ce cadre, la fonction d'audit interne :

- Rend compte de la réalisation du plan d'audit ;
- Présente les conclusions des missions réalisées et les recommandations associées.
- Réalise un état des lieux de la mise en œuvre des recommandations émises.

- Propose un plan d’audit pour l’année suivante.

La fonction d’audit interne, pour assurer son objectivité, dispose également de la possibilité de conduire des audits non prévus initialement dans le plan d’audit. A cet effet, toute détection ou évènement majeur portant atteinte à la maîtrise des risques est susceptible de donner lieu à une mission d’audit non planifiée initialement.

B.6 FONCTION ACTUARIELLE

Les prérogatives de la fonction actuarielle incluent notamment la coordination et le contrôle des provisions techniques. En cela, la fonction actuarielle :

- S’assure de l’adéquation des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques.
- S’assure de la suffisance de la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques et en évalue les limites.

La fonction actuarielle rend compte annuellement à la Direction Générale et au Conseil d’Administration de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques et rédige pour cela un rapport actuariel. Celui-ci met en exergue les écarts constatés, les limites des méthodes et de la qualité des données et évalue le degré de certitude et de fiabilité des calculs. Le rapport vise aussi à présenter les défaillances et les recommandations associées à mettre en œuvre pour y remédier.

La fonction actuarielle contribue également au système de gestion des risques de La Mutuelle Verte. En cela, la fonction actuarielle :

- Alimente le calcul des exigences de fonds propres ainsi que les évaluations prospectives du rapport EIRS.
- Emet un avis sur la politique globale de souscription.
- Emet un avis sur l’adéquation des dispositions prises en matière de réassurance.

B.7 SOUS-TRAITANCE

La Mutuelle Verte ne sous-traite aucune activité ou fonction importante ou considérée comme telle. Toutefois, une politique de gestion des activités déléguées a été formalisée et validée par le Conseil d’Administration afin de gérer la sous-traitance existante.

La qualification de la notion d’importance de l’activité sous-traitée est proposée par la fonction gestion des risques et est validée par le Conseil d’Administration. L’analyse repose sur une approche par les risques. Une liste des activités pouvant être qualifiées d’importantes a par ailleurs déjà été établie. Celle-ci concerne les activités suivantes :

- la délégation de souscription des contrats,
- la délégation de gestion des contrats,
- la délégation de gestion des prestations.

La politique de gestion des activités déléguées donne les lignes directrices qui permettent à La Mutuelle Verte de garantir la maîtrise des activités d’assurance qu’elle sous-traite.

Ainsi, l’analyse de la criticité des activités déléguées est intégrée dans la politique qui précise :

- les modalités de sélection du délégataire,

- le formalisme de la délégation,
- les modalités de notification d'une activité critique à l'ACPR,
- la gestion de la délégation,
- Les modalités de contrôle interne de la délégation.

B.8 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par La Mutuelle Verte susceptible d'impacter le système de gouvernance n'est à mentionner.

C. PROFIL DE RISQUE

De manière complémentaire à l'organisation décrite dans la gouvernance, La Mutuelle Verte procède à l'étude des risques de la manière suivante :

Identification :

La première étape de la démarche de gestion des risques consiste à s'assurer que l'ensemble des risques auquel est soumise la mutuelle est bien identifié. Cette identification est réalisée de deux manières :

- Approche règlementaire : étude de la législation et notamment de l'Article 44 de la directive européenne (souscription et provisionnement, gestion actif-passif, investissement financier, gestion du risque de liquidité et de concentration, gestion du risque opérationnel, réassurance et les autres techniques d'atténuation des risques) mais aussi des risques émergents et les risques stratégiques et de réputation.
- Approche propre à la mutuelle : parallèlement à l'approche règlementaire, La Mutuelle Verte identifie quels sont les risques les plus importants ou significatifs à travers son dispositif EIRS.

Mesure :

Consécutivement à l'identification, La Mutuelle Verte définit des critères de mesure et de quantification des risques (fréquence, impact, ...), ceci au moyen d'outils, de règles ou d'indicateurs (cartographie des risques, formule standard, outil de business-plan).

Contrôle et gestion :

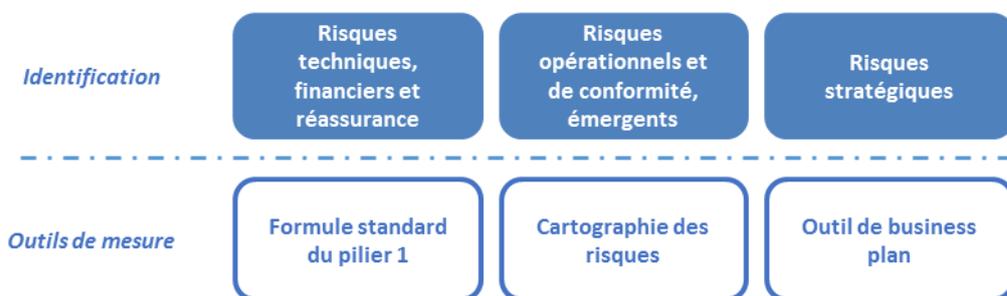
Le contrôle et la gestion des risques sont assurés par l'organisation décrite dans le paragraphe précédent qui permet de surveiller et de piloter les risques afin d'en limiter leurs impacts.

Enfin, dans le cadre de l'activité de contrôle, La Mutuelle Verte prévoit des plans de redressement permettant de limiter l'exposition de la mutuelle en cas de survenance d'un événement majeur.

Déclaration :

La déclaration des risques est assurée de manière régulière par la fonction gestion des risques aux dirigeants effectifs et au Conseil d'Administration.

De manière générale, le profil de risque de la mutuelle est appréhendé de la manière suivante :



C.1 RISQUE DE SOUSCRIPTION

C.1.1 Appréhension du risque de souscription

Le risque de souscription et de provisionnement de La Mutuelle Verte correspond au risque de perte financière découlant d'une tarification ou d'un provisionnement inadaptés à la garantie sous-jacente (les cotisations ne permettent pas de couvrir les prestations et frais de l'organisme ou les provisions ne permettent pas de couvrir les prestations afférentes).

Ce risque de souscription et de provisionnement en santé peut notamment émaner des sources suivantes :

- Des hypothèses de tarification et de provisionnement,
- De la structure tarifaire du produit : Cotisation unique, par tranche d'âge ou par âge. Plus les tarifs sont segmentés, plus le risque d'anti sélection est limité,
- De la structure des garanties : Les gammes modulaires, ou de grandes disparités entre les niveaux de garanties, entraînent un risque d'anti sélection,
- De la distribution des produits : Les garanties proposées par un courtier présentent généralement une sinistralité plus élevée que celles distribuées en direct,
- Des modalités d'adhésion : Le risque d'anti sélection est fortement corrélé aux modalités d'adhésion,
- Des informations sur la population, disponibles pour la tarification et le provisionnement.

C.1.2 Mesure du risque de souscription et risques majeurs

La Mutuelle Verte pilote son risque de souscription et de provisionnement au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la Direction et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- L'évolution du portefeuille (nombre d'adhérents ou montant de cotisations),
- Le rapport P/C (Prestations + Frais / Cotisations),
- Les écarts entre les provisions estimées et les prestations constatées au regard de ces provisions.

Le risque de souscription couvre l'ensemble des risques liés aux activités d'assurance « Santé Non Vie » qui comprend notamment la dérive de la sinistralité et des frais ainsi que l'érosion du chiffre d'affaires. Au titre de 2019, il s'élève à 5 635 K€.

Le SCR Santé diminue sur l'exercice pour passer de 5 966 K€ à 5 635 K€. Compte tenu du fait que les garanties proposées sur le portefeuille de la Mutuelle Verte sont similaires à 2018, cette diminution du SCR Santé de 2019 s'explique par la réassurance d'une quote-part des flux techniques suite à la signature du traité de réassurance à effet du 1^{er} janvier 2019.

Il est à noter que la Mutuelle Verte n'a pas de contrat à couverture pluriannuelle. Ainsi, aucune provision pour primes non acquises n'est constituée. Les couvertures des contrats santé « non vie » courent de janvier à décembre N. Les flux financiers des cotisations futures (N+1) sont rattachés à l'exercice N+1.

Par ailleurs, la sensibilité de la mutuelle au risque de souscription est testée dans le processus EIRS.

Cette combinaison de risques a fait l'objet d'un scénario dans les simulations d'EIRS qui a montré la bonne résistance de La Mutuelle Verte à ce risque.

C.2 RISQUE DE MARCHE

C.2.1 Appréhension du risque de marché au sein de la mutuelle

Le risque de marché correspond à l'impact sur les fonds propres de la mutuelle de mouvements défavorables liés aux investissements.

Ce risque de marché peut provenir :

- D'une dégradation de valeur d'une classe d'actifs détenue par la mutuelle,
- D'une dégradation de notation des titres détenus par la mutuelle,
- D'une forte concentration d'investissement sur un même émetteur.

C.2.2 Mesure du risque de marché et risques majeurs

La mutuelle pilote son risque de marché au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la Direction et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- L'allocation stratégique des investissements validée par le Conseil d'Administration,
- L'évolution des plus et moins-values latentes et rendement par type d'actifs/secteur...,
- L'évolution des notations des actifs en portefeuille,
- La concentration du portefeuille sur un secteur, pays ou zone géographique.

La nature des placements de La Mutuelle Verte est orientée vers des investissements financiers faiblement risqués et à capital garanti et d'autre part en immobilier pour les besoins propres de l'exploitation de la mutuelle.

Le risque de marché (SCR Marché) s'élève à 2 004 K€ au 31 décembre 2019 et couvre l'ensemble des risques liés au portefeuille de placements.

Compte tenu de la composition de son portefeuille de placements, aucune exposition importante au risque n'est identifiée.

La politique de placement de La Mutuelle Verte est prudente car, d'une part, l'essentiel de ses placements est constitué de dépôts à terme et, d'autre part, ils sont réalisés dans des banques notées A et sur des supports notés « BBB » a minima.

C.2.3 Maitrise du risque de marché

Afin de maîtriser les risques évoqués plus haut, La Mutuelle Verte a défini une politique d'investissement et de gestion actif-passif qui contribuent au système de gestion des risques.

De plus, la mutuelle applique le dispositif d'atténuation des risques suivant :

- Les orientations de placements sont définies en cohérence avec la stratégie de préservation des fonds propres et de pilotage de la situation financière et de solvabilité de la mutuelle,
- Une sélection des actifs de placement rigoureuse reposant sur des placements sécurisés.

Enfin, tous les placements de La Mutuelle Verte sont réalisés dans le respect du principe de la personne prudente. La mutuelle est en mesure d'appréhender les risques financiers associés aux actifs détenus.

C.3 RISQUE DE CREDIT (DEFAULT)

C.3.1 Appréhension du risque de crédit au sein de la mutuelle

Le risque de crédit correspond à la mesure de l'impact sur les fonds propres de mouvements défavorables liés au défaut de l'ensemble des tiers auprès desquels l'organisme présente une créance ou dispose d'une garantie.

Ce risque de défaut peut provenir :

- Du non-paiement des cotisations à recevoir par les adhérents.
- Du non-paiement des créances détenues auprès de tiers.
- Du défaut des banques au regard des liquidités détenues.

C.3.2 Mesure du risque de crédit et risques majeurs

La Mutuelle Verte pilote son risque de crédit au travers de plusieurs indicateurs suivis régulièrement et présentés à la Direction Générale et au Conseil d'Administration. Les principaux indicateurs sont :

- La notation des banques.
- La concentration du portefeuille en termes de banques.
- Le suivi du paiement des créances des adhérents et des tiers.

Ainsi, le risque de défaut s'élève à 2 622 K€ en 2019.

Le risque de défaut est un risque faible pour La Mutuelle Verte du fait de la qualité des contreparties avec lesquelles elle travaille. Leur solidité ainsi que, le cas échéant, leur notation sont suivies.

Il est à noter que le profil de nos placements est majoritairement orienté sur des dépôts à terme ou des livrets, tel que le montre le tableau ci-après, avec 66,8 % de « Trésorerie et Dépôts », et, dans une moindre mesure, dans des obligations d'entreprises pour 24,9 % de nos placements.

| Vue d'ensemble de la répartition des actifs - La mutuelle verte | | | |
|---|--------|------------------|---------------------|
| | en EUR | Valeur de marché | Allocation d'actifs |
| Obligations | | 11 348 999,5 | 24,85% |
| Fonds d'investissement | | 93 172,3 | 0,20% |
| Actions | | 184 804,0 | 0,40% |
| Trésorerie & Dépôts | | 30 496 483,4 | 66,78% |
| Prêts et Hypothèques | | 40,0 | 0,00% |
| Immobilier | | 3 543 265,1 | 7,76% |
| Tous les actifs | | 45 666 764,3 | |

Ainsi, à la clôture de l'exercice 2019, 30 496K€ de notre trésorerie sont soit en dépôt sur des comptes bancaires, soit sur des comptes de livrets ou des dépôts à terme. Cette enveloppe tient compte du versement sur le fonds de garantie FNMF pour 96 K€ qui est déprécié par ailleurs.

Comme indiqué ci-après, nos comptes de dépôts et de trésorerie sont choqués sur le risque de défaut de par leur nature pour 30 496 K€, à l'exception du fonds FNMF :

| | Valeur en € des placements | Total dépôt de trésorerie choqué | SCR Défaut type 1 | % du choc opéré sur la trésorerie |
|--|----------------------------|----------------------------------|-------------------|-----------------------------------|
| Provision affectée en réassurance | 409 897 | 30 810 635 | 1 945 940 | 6,3 % |
| DAT | 16 541 641 | | | |
| Livrets | 5 337 750 | | | |
| Dépôts | 129 465 | | | |
| Disponibilités | 8 391 881 | | | |
| Fonds de garantie FNMF | 95 746 | | | |
| Total "Trésorerie & Dépôts" | 30 496 483 | | | |

Cette situation contribue à une singularité dans la projection de nos besoins en capital de solvabilité. En effet, nous exposons notre trésorerie et nos dépôts à un risque de défaut de type 1 pour 1 946 K€ ce qui représente 6,3 % de l'enveloppe des dépôts et trésorerie (hors fonds de garantie FNMF).

Les autres placements sont choqués sur le SCR Marché et plus particulièrement :

- Les obligations sont choquées sur le risque de taux (352 K€) et le risque de Spread (853 K€),
- les placements dans l'immobilier (ensemble immobilier sur Toulon) sont choqués pour 1 049 K€.
- Les chocs sur les actions ne sont pas significatifs 120 K€ dont 90 K€ sur les actions de type 2 (choc appliqué sur le capital détenu de notre filiale CCMV)

Néanmoins les obligations et les ensembles immobiliers sont soumis à un choc de concentration qui se chiffre au global à 900 K€.

C.3.3 Maitrise du risque de crédit et risques majeurs

Concernant tout particulièrement celui des banques, La Mutuelle Verte veille à leur qualité et leur fiabilité lors de la sélection et suit leur solidité financière.

C.4 RISQUE DE LIQUIDITE

C.4.1 Appréhension du risque de liquidité au sein de la mutuelle

Le risque de liquidité correspond au risque de perte résultant d'un manque de liquidités disponibles à court terme pour faire face aux engagements de La Mutuelle Verte. Dans le cadre de l'activité de la mutuelle, il s'agit essentiellement de la capacité à régler les prestations aux bénéficiaires.

C.4.2 Mesure du risque de liquidité et risques majeurs

Pour ses engagements à court terme relatifs à l'activité de santé, la mutuelle suit tout particulièrement :

- L'évolution du montant des prestations réglées et provisionnées.
- Les délais de règlement.
- Le niveau de trésorerie.
- Le montant total du bénéfice attendu inclus dans les primes futures (BE Primes).
- La liquidité des placements détenus en portefeuille.

- Compte tenu de la trésorerie nette de la Mutuelle Verte de 8 382 K€ contre 6 342 K€ et de la qualité des placements qui sont considérés pour la plupart à court terme tels que les dépôts (DAT, livrets) et les obligations, le risque de liquidité a toujours été considéré comme faible pour la Mutuelle.

C.4.3 Maitrise du risque de liquidité

Afin de maîtriser le risque de liquidité, La Mutuelle Verte, dans le cadre de sa gestion des placements s'assure de disposer d'une volant d'actifs de court terme pouvant être rapidement disponible (j+31) afin de faire face à une potentielle impasse de trésorerie à court terme.

De plus, un suivi régulier de la trésorerie permet d'assurer le niveau de trésorerie nécessaire pour faire face aux engagements de la Mutuelle Verte.

C.5 RISQUE OPERATIONNEL

C.5.1 Appréhension du risque opérationnel au sein de la mutuelle

Le risque opérationnel de La Mutuelle Verte correspond aux pertes potentielles qui pourraient résulter d'une défaillance au sein de l'organisme, défaillance qui pourrait être imputée à un défaut de contrôle interne, ce risque peut avoir les causes suivantes :

- Risques de non-conformité (sanctions financières liées à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ou bien encore la protection de la clientèle).
- Risques juridiques (frais juridiques engagés et amendes faisant suite à des litiges).
- Risque de fraude interne et externe.
- Risques d'exécution des opérations (défaillance humaine, de contrôle, d'organisation, etc.).
- Risque de défaillance des systèmes d'information (indisponibilité ou latence des outils affectant la capacité de travail, etc.).
- Risques liés à la qualité des prestations sous-traitées (qualité et délai de gestion, etc.).
- Risques relevant de la sécurité des biens et des personnes (incendie, etc., affectant la disponibilité des collaborateurs et des locaux).
- Risques liés à l'évolution de l'environnement légal (nouvelle réglementation affectant directement ou indirectement la capacité à maintenir une activité).

C.5.2 Mesure du risque opérationnel et risques majeurs

Le risque opérationnel est suivi au travers de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, matérialisés au sein d'une cartographie des risques. Les incidents présentant un impact financier, réglementaire ou de réputation important sont remontés en Conseil d'Administration.

Au sein de la cartographie des risques, l'identification des risques opérationnels majeurs fait l'objet d'une analyse et donne lieu à des plans d'actions visant à restreindre ou éliminer les causes sous-jacentes.

La mesure quantitative du risque opérationnel est effectuée par les calculs du modèle standard qui révèlent que le besoin en capital lié au risque opérationnel est de 1 160 K€ en 2019.

C.5.3 Maitrise du risque opérationnel

Le dispositif de contrôle interne mis en place au sein de La Mutuelle Verte et la cartographie des risques, révisée annuellement, permettent de maîtriser ce risque et entraînent, le cas échéant, la mise en place de plans d'actions afin de renforcer sa maîtrise.

Certains risques opérationnels sont transférés à des prestataires et des assureurs par la souscription de garanties appropriées.

C.6 AUTRES RISQUES IMPORTANTS

C.6.1 Appréhension du risque de stratégie

Le risque de stratégie inclut tous les événements pouvant découler de mauvaises décisions stratégiques ou de problèmes de gouvernance (conflits d'intérêt, prise de décisions inefficace, compétence et honorabilité, etc.) ainsi que les conséquences d'un manque de moyen à la mise en œuvre de la stratégie définie. Le management de ces risques relève de la responsabilité des instances dirigeantes.

C.6.2 Mesure du risque de stratégie

L'évaluation du risque de stratégie est effectuée lors des évaluations internes des risques et de la solvabilité. En 2019, les projections effectuées et restituées dans le rapport EIRS montraient une bonne résistance de La Mutuelle Verte à la réalisation de ce risque.

C.6.3 Maîtrise du risque de stratégie

La planification stratégique actualisée annuellement sur un horizon à 3 ans constitue l'outil principal pour la gestion des risques stratégiques. Le contrôle des risques stratégiques consiste en une évaluation périodique des résultats et des hypothèses adoptées, ainsi que de l'alignement sur les nouvelles conditions du marché.

C.7 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par La Mutuelle Verte susceptible d'impacter le profil de risque n'est à mentionner.

D. VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE

| Bilan en K€ | SI | SII | ECART | Impôt différé |
|---|---------------|---------------|--------------|---------------|
| Actifs incorporels | 100 | - | - 100 | |
| Placements | 33 369 | 37 928 | 4 559 | 1 460 |
| <i>Immobilier & Immobilisations corporelles</i> | <i>1 949</i> | <i>3 993</i> | <i>2 045</i> | |
| <i>Investissement immobilier</i> | <i>200</i> | <i>203</i> | <i>2</i> | |
| <i>Investissement actions</i> | <i>100</i> | <i>93</i> | <i>- 7</i> | |
| <i>Actions non cotées</i> | <i>80</i> | <i>185</i> | <i>105</i> | |
| <i>Obligations gouvernementales</i> | | | - | |
| <i>Obligations d'entreprises et autres placements</i> | <i>10 531</i> | <i>11 349</i> | <i>818</i> | |
| <i>Dépôts autres que ceux assimilables à de la trésorerie</i> | <i>20 509</i> | <i>22 105</i> | <i>1 596</i> | |
| <i>Prêts et prêts hypothécaires</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>-</i> | |
| Provisions techniques cédées en réassurance | 436 | 55 | - 382 | - 122 |
| Créances nées d'opérations d'assurance | 3 518 | 3 518 | - | |
| Autres créances | 2 197 | 2 197 | - | |
| Liquidités | 8 392 | 8 392 | - | |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | 2 039 | 337 | - 1 702 | - 545 |
| Total de l'actif | 50 051 | 52 427 | 2 376 | |

| Provisions en K€ | S1 | S2 | ECART | |
|--|---------------|---------------|--------------|--------------|
| Fonds Propres éligible | 38 903 | 41 449 | 2 545 | |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | 2 809 | 1 107 | - 1 702 | 545 |
| <i>Meilleure estimation des Sinistres</i> | | <i>629</i> | <i>629</i> | |
| <i>Marge de risque</i> | | <i>478</i> | <i>478</i> | |
| Provisions pour R&C | 386 | 600 | 214 | |
| Impôts différés Passif | | 1 347 | 1 347 | |
| Dettes financières | 0 | 0 | - | - |
| Dettes nées d'opérations d'assurance | 3 196 | 3 196 | - | - |
| Dettes nées de réassurance | 611 | 611 | - | - |
| Autres dettes | 4 047 | 4 047 | - | - |
| Autres comptes de régularisation | 99 | 70 | - 29 | 9 |
| Total du Passif | 50 051 | 52 427 | 2 376 | 1 347 |

D.1 ACTIFS

D.1.1 Présentation du bilan

Le bilan actif de la Mutuelle Verte en présentation prudentielle fait ressortir des placements pour 37 928 K€ contre 39 602 K€ en 2018 qui sont essentiellement composés des dépôts à terme et livrets pour 22 105 K€ contre 24 315 K€.

Les liquidités se chiffrent à 8 392 K€ contre 6 342 K€ en 2018 et correspondent à nos comptes courants ouverts auprès des banques.

D.1.2 Base générale de comptabilisation des actifs

La base générale de comptabilisation de l'actif est conforme à la réglementation Solvabilité II et fondée sur l'approche suivante:

- Valeur d'échange quand le titre est disponible sur un marché actif réglementé (actions, obligations,...)

- Si celle-ci n'est pas disponible :
 - Valeur d'expert (notamment pour l'immobilier).
 - Ou valeur issue des comptes annuels pour les participations

La Mutuelle Verte n'a pas identifié de source majeure d'incertitude liée à la valorisation des actifs.

D.1.3 Immobilisations incorporelles significatives

La Mutuelle Verte ne détient aucune immobilisation incorporelle significative.

D.1.4 Baux financiers et baux d'exploitation

La mutuelle est propriétaire des immeubles qu'elle utilise pour ses activités.

D.1.5 Impôts différés actifs

Par prudence, aucun impôt différé actif n'a été retenu.

D.1.6 Entreprises liées

La Mutuelle Verte détient 100 % des parts de l'EURL CCMV (Conseil et Courtage Mutuelle Verte, société de courtage). Cette société a été valorisée à partir de sa dernière situation nette comptable connue à la clôture des comptes 2019, soit 185 K€.

D.2 PROVISIONS TECHNIQUES

D.2.1 Montant des provisions techniques et méthodologie

| en K€ | Valeur 31.12.2018 en S2 | Valeur 31.12.2019 en S2 |
|--|-------------------------|-------------------------|
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | 171 | 1 107 |
| <i>Dont Meilleure estimation des Sinistres</i> | -317 | 629 |
| <i>Dont Marge de risque</i> | 488 | 478 |

Le Best Estimate des provisions pour sinistres a été calculé selon une méthode de type Chain-Ladder, à partir de triangles de prestations versées au mois le mois, sur les trois derniers exercices (2017 à 2019) et qui permet d'obtenir une estimation des flux des prestations futures. Les flux de prestations mensuels obtenus par cette méthode sont ensuite actualisés par la courbe des taux sans risque y inclus les ajustements de volatilité. Ce calcul inclut également une majoration pour les frais de gestion déterminée en fonction du taux de frais réellement observé.

Le Best Estimate des provisions pour primes a été estimé à partir du P/C et du ratio de frais moyens. L'intégralité des cotisations 2020 a été prise en compte. En effet, l'émission de ces cotisations étant au 1^{er} janvier 2020, La Mutuelle Verte est engagée sur ces cotisations qui font donc partie du périmètre du bilan Solvabilité II. Le P/C est ensuite appliqué au montant de cotisations émises sur l'année N+1 pour lesquelles l'organisme est engagé (émission au premier janvier) afin d'obtenir la charge de prestation estimée pour l'année N+1. Le ratio de frais est également appliqué au montant de cotisations émises sur l'année N+1 pour lesquelles l'organisme est engagé afin d'estimer la charge de frais estimée pour l'année N+1.

La charge de prestations et la charge de frais sont ensuite étalées en flux de paiements avec la cadence mensuelle estimée à partir du triangle de prestations et de la projection des flux via la méthode de Chain Ladder, sur la dernière année de survenance N.

Les flux de prestations et de frais mensuels sont ensuite actualisés avec la même courbe des taux que celle utilisée pour le BE de prestations.

D.2.2 Incertitude liée à la valeur des provisions techniques

Dans le cadre de l'évaluation précédente, les incertitudes liées au calcul des provisions techniques sont les suivantes :

- Sur l'évaluation des provisions de sinistre : Incertitude liée à la cadence d'écoulement des sinistres.
- Sur l'évaluation des provisions de prime :
 - Incertitude liée à la sinistralité future.
 - Incertitude liée aux frais futurs.

Cependant, ces incertitudes restent très limitées de par la nature du risque santé qui est un risque court.

D.3 AUTRES PASSIFS

D.3.1 Montant des autres passifs et méthodologie

Les autres passifs de la mutuelle ont été comptabilisés de la manière suivante :

- Estimation à la valeur comptable considérée comme la meilleure approximation de la valeur de marché.
- Retraitements du bas de bilan liés à la valeur de marché (surcote notamment).

Par ailleurs, la mutuelle n'a pas procédé au cours de l'exercice à une modification des bases de comptabilisation et de valorisation, elle n'a pas non plus identifié de source majeure d'incertitude liée à la valorisation de ces autres passifs.

D.3.2 Impôts différés Passif

Le bilan passif en présentation n'appelle pas de commentaires particulier à l'exception de l'enregistrement des Impôts différés passifs pour 1 347 K€. Il est calculé sur les plus-values-latentes des placements et sur l'amélioration du Best Estimate (provision technique) en présentation prudentielle par rapport au bilan en présentation Solvabilité I.

D.3.3 Avantages économiques et avantages du personnel

La Mutuelle Verte enregistre dans ses provisions pour risques ses engagements en matière de retraite vis-à-vis de ses salariés.

D.4 METHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

La Mutuelle Verte n'utilise aucune méthode de valorisation alternative autre que celles prévues par la réglementation et présentées ci-dessus.

D.5 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par La Mutuelle Verte susceptible d'impacter la valorisation des actifs et passifs présentée plus haut n'est à mentionner.

E. GESTION DU CAPITAL

E.1 FONDS PROPRES

E.1.1 Structure des fonds propres

La gestion des fonds propres de la mutuelle est revue chaque année par le Conseil d'Administration qui valide la couverture de marge de la mutuelle ainsi que les projections issues du processus EIRS utilisant un horizon de 3 ans. Etant donné la nature de l'organisme, la politique de gestion des fonds propres est simplifiée et précisée dans la politique de gestion des risques.

Les fonds propres de la Mutuelle sont des fonds propres de base pour 41 449 K€ au 31 décembre 2019.

Tableau SCR

Le SCR de la Mutuelle Verte s'élève à 7 449 K€ au 31 décembre 2019.

| | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------|--------|--------|
| Ratio de solvabilité | 552% | 556% |
| Fonds propres éligibles en K€ | | |
| Tier 1 | 39 847 | 41 449 |
| Tier 2 | | - |
| Tier 3 | | - |

Tableau MCR

Le Capital minimum requis (MCR) est défini par les textes à 3 700 K€ compte tenue de notre activité mixte Non Vie et Vie (mais l'activité Vie demeure non signifiante).

| | 2018 | 2019 |
|--------------------------------------|--------|--------|
| Ratio de solvabilité | 1 077% | 1 120% |
| Fonds propres éligibles en K€ | | |
| Tier 1 | 39 847 | 41 449 |
| Tier 2 | | - |
| Tier 3 | | - |

Ces deux ratios sont très satisfaisants au regard de la législation qui requière une couverture supérieure à 100%.

E.1.2 Passifs subordonnés

La Mutuelle n'a pas de passif subordonné.

E.2 CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

E.2.1 Capital de solvabilité requis

Le capital de solvabilité requis (SCR) de La Mutuelle Verte est calculé selon la formule standard et aucune simplification ou paramètre propre à la mutuelle n'a été utilisé pour les besoins du calcul du SCR.

Il se décompose de la manière suivante :

| Capitaux Réglementaires (en K€) | 2018 | 2019 |
|---------------------------------|---------------|---------------|
| SCR de Défaut | 2 489 | 2 622 |
| SCR Santé | 5 966 | 5 635 |
| Intangible | | |
| SCR Vie | | |
| SCR de Marché | 1 742 | 2 003 |
| SCR Non-Vie | | |
| Total | 10 197 | 10 260 |
| <i>Effet de diversification</i> | -2 476 | -2 625 |
| BSCR | 7 721 | 7 636 |
| Opérationnel | 1 118 | 1 160 |
| Ajustement | -1 624 | -1 347 |
| SCR | 7 215 | 7 449 |

E.2.2 Minimum de capital de requis

Le minimum de capital requis (MCR) de La Mutuelle Verte est calculé selon la formule standard et se décompose de la manière suivante :

| Décomposition du MCR (en K€) | 2018 | 2019 |
|------------------------------|--------------|--------------|
| MCR Vie | | |
| MCR Non-Vie | 3 700 | 3 700 |
| AMCR | 3 700 | 3 700 |
| MCR Linéaire | 1 751 | 345 |
| MCR combiné | 1 804 | 1 862 |
| MCR global | 3 700 | 3 700 |

E.3 UTILISATION DU SOUS MODULE "RISQUE SUR ACTIONS" FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

La Mutuelle Verte n'utilise pas le sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée prévu à l'article 304 de la directive Solvabilité II. Ainsi, aucune autre information relative à ce point n'est à reporter dans le présent rapport.

E.4 DIFFERENCE ENTRE LA FORMULE STANDARD ET TOUT MODELE INTERNE UTILISE

La Mutuelle Verte utilise uniquement la formule standard pour ses besoins de calcul du capital de solvabilité requis (SCR). Aucun calcul du capital de solvabilité requis (SCR) n'est réalisé via un modèle interne, même partiellement. Ainsi, aucune différence ou écart méthodologique ou autre n'est à reporter dans le présent rapport.

E.5 NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITE REQUIS

Aucun manquement en capital relatif au capital minimum requis (MCR) ou au capital de solvabilité requis (SCR) n'a été identifié sur la période de référence et n'est à reporter dans le présent rapport.

E.6 AUTRES INFORMATIONS

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par la mutuelle susceptible d'impacter la structure ou les modalités de gestion des fonds propres n'est à mentionner.

F. ANNEXES

| Nom du QRT | Informations demandées |
|-------------------|--|
| S.02.01.01 | Bilan Prudentiel |
| S.05.01.01 | Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité |
| S.17.01.01 | Provisions techniques pour les garantie Non Vie ou Santé Non SLT |
| S.19.01.01 | Triangles de développement pour l'assurance Non-Vie |
| S.23.01.01 | Fonds propres |
| S.25.01.21 | SCR avec formule standard |
| S.28.02.01 | MCR Activité Mixte Vie et Non Vie |

S.02.01.01
Bilan

| | Solvency II value | Statutory accounts value |
|--|-------------------|--------------------------|
| | C0010 | C0020 |
| Actifs | | |
| Goodwill | R0010 | 0,0 |
| Frais d'acquisition différés | R0020 | 0,0 |
| Immobilisations incorporelles | R0030 | 99 664,2 |
| Actifs d'impôts différés | R0040 | 0,0 |
| Excédent du régime de retraite | R0050 | 0,0 |
| Immobilisations corporelles détenues pour usage propre | R0060 | 1 948 647,1 |
| Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et | R0070 | 31 419 557,9 |
| Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre) | R0080 | 200 000,0 |
| Détenions dans des entreprises liées, y compris participations | R0090 | 80 000,0 |
| Actions | R0100 | 0,0 |
| Actions – cotées | R0110 | 0,0 |
| Actions – non cotées | R0120 | 0,0 |
| Obligations | R0130 | 10 530 820,2 |
| Obligations d'État | R0140 | 0,0 |
| Obligations d'entreprise | R0150 | 10 530 820,2 |
| Titres structurés | R0160 | 0,0 |
| Titres garantis | R0170 | 0,0 |
| Organismes de placement collectif | R0180 | 100 000,0 |
| Produits dérivés | R0190 | 0,0 |
| Dépôts autres que les équivalents de trésorerie | R0200 | 20 508 737,7 |
| Autres investissements | R0210 | 0,0 |
| Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés | R0220 | 0,0 |
| Prêts et prêts hypothécaires | R0230 | 40,0 |
| Avances sur police | R0240 | 0,0 |
| Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers | R0250 | 40,0 |
| Autres prêts et prêts hypothécaires | R0260 | 0,0 |
| Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance | R0270 | 436 243,0 |
| Non-vie et santé similaire à la non-vie | R0280 | 436 243,0 |
| Non-vie hors santé | R0290 | 0,0 |
| Santé similaire à la non-vie | R0300 | 436 243,0 |
| Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés | R0310 | 0,0 |
| Santé similaire à la vie | R0320 | 0,0 |
| Vie hors santé, UC et indexés | R0330 | 0,0 |
| Vie UC et indexés | R0340 | 0,0 |
| Dépôts auprès des cédantes | R0350 | 0,0 |
| Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires | R0360 | 3 518 062,0 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | R0370 | 0,0 |
| Autres créances (hors assurance) | R0380 | 2 197 184,5 |
| Actions propres auto-détenues (directement) | R0390 | 0,0 |
| Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s) | R0400 | 0,0 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | R0410 | 8 391 880,9 |
| Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus | R0420 | 2 039 253,1 |
| Total Actifs | R0500 | 50 050 532,7 |

| | Solvency II value | Statutory accounts value |
|--|-------------------|--------------------------|
| | C0010 | C0020 |
| Passifs | | |
| Provisions techniques non-vie | R0510 | 2 808 750,1 |
| Provisions techniques non-vie (hors santé) | R0520 | 0,0 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0530 | 0,0 |
| Meilleure estimation | R0540 | 0,0 |
| Marge de risque | R0550 | 0,0 |
| Provisions techniques santé (similaire à la non-vie) | R0560 | 2 808 750,1 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0570 | 0,0 |
| Meilleure estimation | R0580 | 628 680,1 |
| Marge de risque | R0590 | 478 306,7 |
| Provisions techniques vie (hors UC et indexés) | R0600 | 0,0 |
| Provisions techniques santé (similaire à la vie) | R0610 | 0,0 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0620 | 0,0 |
| Meilleure estimation | R0630 | 0,0 |
| Marge de risque | R0640 | 0,0 |
| Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés) | R0650 | 0,0 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0660 | 0,0 |
| Meilleure estimation | R0670 | 0,0 |
| Marge de risque | R0680 | 0,0 |
| Provisions techniques UC et indexés | R0690 | 0,0 |
| Provisions techniques calculées comme un tout | R0700 | 0,0 |
| Meilleure estimation | R0710 | 0,0 |
| Marge de risque | R0720 | 0,0 |
| Autres provisions techniques | R0730 | 0,0 |
| Passifs éventuels | R0740 | 0,0 |
| Provisions autres que les provisions techniques | R0750 | 386 165,5 |
| Provisions pour retraite | R0760 | 0,0 |
| Dépôts des réassureurs | R0770 | 0,0 |
| Passifs d'impôts différés | R0780 | 0,0 |
| Produits dérivés | R0790 | 0,0 |
| Dettes envers des établissements de crédit | R0800 | 65,0 |
| Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit | R0810 | 0,0 |
| Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires | R0820 | 3 196 208,0 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | R0830 | 610 582,0 |
| Autres dettes (hors assurance) | R0840 | 4 047 202,5 |
| Passifs subordonnés | R0850 | 0,0 |
| Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base | R0860 | 0,0 |
| Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base | R0870 | 0,0 |
| Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus | R0880 | 98 701,2 |
| Total passifs | R0900 | 11 147 674,3 |
| Excédent d'actif sur passif | R1000 | 38 902 858,4 |

S.05.01.01
Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

| | Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée) | | | | | | | | | | | | Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée | | | | Total | |
|---|--|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---|-----------------------------------|-----------------------------------|------------|-----------------------------|---|-----------|---|-------|--------------|-------|
| | Assurance des frais médicaux | Assurance de protection du revenu | Assurance d'indemnisation des travailleurs | Assurance de responsabilité civile automobile | Autre assurance des véhicules à moteur | Assurance maritime, aérienne et transport | Assurance incendie et autres dommages aux biens | Assurance de responsabilité civile générale | Assurance crédit et cautionnement | Assurance de protection juridique | Assistance | Pertes pécuniaires diverses | Santé | Accidents | Assurance maritime, aérienne et transport | Biens | | |
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 | C0070 | C0080 | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 | C0130 | C0140 | C0150 | C0160 | | C0200 |
| Primes émises | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0110 | 38 670 830,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0120 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0130 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0140 | 6 766 787,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0200 | 31 904 043,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 31 904 043,9 | |
| Primes acquises | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0210 | 38 670 830,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0220 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0230 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0240 | 6 766 787,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0300 | 31 904 043,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 31 904 043,9 | |
| Charge des sinistres | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0310 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0320 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0330 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0340 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0400 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Variation des autres provisions techniques | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0410 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0420 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0430 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0440 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0500 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Dépenses engagées | R0550 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Charges administratives | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0610 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0620 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0630 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0640 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0700 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Frais de gestion des investissements | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0710 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0720 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0730 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0740 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0800 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Frais de gestion des sinistres | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0810 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0820 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0830 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0840 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R0800 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Frais d'acquisition | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R0910 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R0920 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R0930 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R0940 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R01000 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Frais généraux | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Brut Assurance directe | R1010 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance proportionnelle acceptée | R1020 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | | | | | |
| Brut Réassurance non proportionnelle acceptée | R1030 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Part des réassureurs | R1040 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Net | R1000 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Autres dépenses | R1200 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Total des dépenses | R1300 | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Meilleure estimation provisions pour sinistres non actualisées – Montants recouvrables au titre de la réassurance
(valeur absolue);

| | | Année de développement | | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (données actualisées) | | | |
|-------------|--------------|------------------------|-----------|----------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------------------|-----------|-------|-----------|
| Année | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | C0990 | | |
| Précédentes | N-14 | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | | |
| | R0310 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-13 | R0320 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | R0330 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-12 | R0340 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-11 | R0350 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-10 | R0360 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-9 | R0370 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-8 | R0380 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-7 | R0390 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-6 | R0400 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-5 | R0410 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-4 | R0420 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-3 | R0430 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-2 | R0440 | 0,0 | 11 239,8 | | | | | | | | | | | | | | 11 257,0 | | |
| | N-1 | R0450 | 368 423,7 | | | | | | | | | | | | | | | 368 715,6 | | |
| | N | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Total | | | | | | | | | | | | | | | | | | R0460 | 379 972,7 |

Meilleure estimation provisions pour sinistres nettes non actualisées
(valeur absolue);

| | | Année de développement | | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (données actualisées) | | | |
|-------------|--------------|------------------------|-------------|----------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------------------|-------------|-------|-------------|
| Année | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | C1560 | | |
| Précédentes | N-14 | R0500 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | | |
| | R0510 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-13 | R0520 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-12 | R0530 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-11 | R0540 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-10 | R0550 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-9 | R0560 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-8 | R0570 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-7 | R0580 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-6 | R0590 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-5 | R0600 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-4 | R0610 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-3 | R0620 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-2 | R0630 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-1 | R0640 | 0,0 | 60 186,7 | | | | | | | | | | | | | | 60 279,1 | | |
| | N | R0650 | 1 972 834,5 | | | | | | | | | | | | | | | 1 974 397,7 | | |
| | Total | | | | | | | | | | | | | | | | | | R0660 | 2 034 676,9 |

Sinistres déclarés mais non réglés bruts (RBNS)
(valeur absolue);

| | | Année de développement | | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (données actualisées) | | | |
|-------------|--------------|------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------------------|-------|-------|-----|
| Année | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | C0560 | | |
| Précédentes | N-14 | R0100 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | | |
| | R0110 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-13 | R0120 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-12 | R0130 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-11 | R0140 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-10 | R0150 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-9 | R0160 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-8 | R0170 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-7 | R0180 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-6 | R0190 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-5 | R0200 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-4 | R0210 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-3 | R0220 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-2 | R0230 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-1 | R0240 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N | R0250 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | Total | | | | | | | | | | | | | | | | | | R0260 | 0,0 |

Réassurance sinistres RBNS
(valeur absolue);

| | | Année de développement | | | | | | | | | | | | | | | Fin d'année (données actualisées) | | | |
|-------------|--------------|------------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|--------------------------------------|-------|-------|-----|
| Année | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 & + | C1160 | | |
| Précédentes | N-14 | R0300 | | | | | | | | | | | | | | | | 0,0 | | |
| | R0310 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-13 | R0320 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-12 | R0330 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-11 | R0340 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-10 | R0350 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-9 | R0360 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-8 | R0370 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-7 | R0380 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-6 | R0390 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-5 | R0400 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-4 | R0410 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-3 | R0420 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-2 | R0430 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N-1 | R0440 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | N | R0450 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | | |
| | Total | | | | | | | | | | | | | | | | | | R0460 | 0,0 |

S.23.01.01
Own funds

Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35

Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel
Comptes mutualistes subordonnés
Fonds excédentaires
Actions de préférence
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence
Réserve de réconciliation
Passifs subordonnés
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets
Autres éléments approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de

Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II

Déductions

Déductions pour participations dans d'autres entreprises financières, y compris des entreprises non réglementées exerçant des activités financières

Total fonds propres de base après déductions

Fonds propres auxiliaires

Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, appelable sur demande
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel
Actions de préférence non libérées et non appelées, appelables sur demande
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, premier alinéa, de la directive 2009/138/CE
Autres fonds propres auxiliaires

Total fonds propres auxiliaires

Fonds propres éligibles et disponibles

Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis

SCR

MCR

Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis

Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis

Réserve de réconciliation

Excédent d'actif sur passif
Actions propres (détenues directement et indirectement)
Dividendes, distributions et charges prévisibles
Autres éléments de fonds propres de base
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés

Réserve de réconciliation

Bénéfices attendus

Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie

Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)

| | Total | Niveau 1 - Non restreint | Niveau 1 - Restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|-------|--------------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| R0010 | 0,0 | 0,0 | | 0,0 | |
| R0030 | 0,0 | 0,0 | | 0,0 | |
| R0040 | 773 421,2 | 773 421,2 | | 0,0 | |
| R0050 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0070 | 0,0 | 0,0 | | | |
| R0090 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0110 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0130 | 40 675 304,8 | 40 675 304,8 | | | |
| R0140 | 0,0 | | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0160 | 0,0 | | | | 0,0 |
| R0180 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0220 | 0,0 | | | | |
| R0230 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| R0290 | 41 448 726,0 | 41 448 726,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0300 | 0,0 | | | 0,0 | |
| R0310 | 0,0 | | | 0,0 | |
| R0320 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| R0330 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| R0340 | 0,0 | | | 0,0 | |
| R0350 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| R0360 | 0,0 | | | 0,0 | |
| R0370 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| R0390 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |

| | Total | Niveau 1 - Non restreint | Niveau 1 - Restreint | Niveau 2 | Niveau 3 |
|-------|--------------|--------------------------|----------------------|----------|----------|
| | C0010 | C0020 | C0030 | C0040 | C0050 |
| R0400 | 0,0 | | | 0,0 | 0,0 |
| R0500 | 41 448 726,0 | 41 448 726,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0510 | 41 448 726,0 | 41 448 726,0 | 0,0 | 0,0 | |
| R0540 | 41 448 726,0 | 41 448 726,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0550 | 41 448 726,0 | 41 448 726,0 | 0,0 | 0,0 | |
| R0580 | 7 449 064,5 | | | | |
| R0600 | 3 700 000,0 | | | | |
| R0620 | 556,43% | | | | |
| R0640 | 1120,24% | | | | |

| | Total |
|-------|--------------|
| | C0060 |
| R0700 | 41 448 726,0 |
| R0710 | 0,0 |
| R0720 | 0,0 |
| R0730 | 773 421,2 |
| R0740 | 0,0 |
| R0760 | 40 675 304,8 |
| R0770 | 0,0 |
| R0780 | 1 460 508,0 |
| R0790 | 1 460 508,0 |

S.25.01.01

Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

Article 112 Z0010

N

Risque de marché
 Risque de défaut de la contrepartie
 Risque de souscription en vie
 Risque de souscription en santé
 Risque de souscription en non-vie
 Diversification
 Risque lié aux immobilisations incorporelles
Capital de solvabilité requis de base

| | Capital de solvabilité requis net | Capital de solvabilité requis brut | Attribution des ajustements dus aux FC et aux PAE |
|-------|-----------------------------------|------------------------------------|---|
| | C0030 | C0040 | C0050 |
| R0010 | 2 003 542,4 | 2 003 542,4 | 0,0 |
| R0020 | 2 622 408,9 | 2 622 408,9 | 0,0 |
| R0030 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0040 | 5 634 979,8 | 5 634 979,8 | 0,0 |
| R0050 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| R0060 | -2 625 171,0 | -2 625 171,0 | |
| R0070 | 0,0 | 0,0 | |
| R0100 | 7 635 760,2 | 7 635 760,2 | |

Calcul du capital de solvabilité requis

Ajustement du fait de l'agrégation des nSCR des FC/PAE
 Risque opérationnel
 Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques
 Capacité d'absorption de pertes des impôts différés
 Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE

Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire

Exigences de capital supplémentaire déjà définies

Capital de solvabilité requis pour les entreprises selon la méthode de consolidation

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés
 Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur
 Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304
 Méthode utilisée pour calculer l'ajustement dû à l'agrégation des nSCR des FC/PAE.
 Prestations discrétionnaires futures nettes

| | C0100 |
|-------|--------------|
| R0120 | 0,0 |
| R0130 | 1 160 094,2 |
| R0140 | 0,0 |
| R0150 | -1 346 789,8 |
| R0160 | 0,0 |
| R0200 | 7 449 064,5 |
| R0210 | 0,0 |
| R0220 | 7 449 064,5 |
| | |
| R0400 | 0,0 |
| R0410 | 0,0 |
| R0420 | 0,0 |
| R0430 | 0,0 |
| R0440 | 0,0 |
| R0450 | 4 |
| R0460 | 0,0 |

S.28.02.01

Minimum capital Requirement - Both life and non-life insurance activity

| | Non-life activities | | Life activities | |
|---|---------------------|-----------|-----------------|--|
| | MCRNL Result | | MCRNL Result | |
| | C0010 | C0020 | | |
| Linear formula component for non-life insurance and reinsurance obligations | R0010 | 345 024,9 | 0,0 | |

| | | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance) written premiums in the last 12 months |
|--|-------|---|---|---|---|
| | | C0030 | C0040 | C0050 | C0060 |
| | | Medical expense insurance and proportional reinsurance | R0020 | 574 168,8 | 6 766 786,0 |
| Income protection insurance and proportional reinsurance | R0030 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Workers' compensation insurance and proportional reinsurance | R0040 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Motor vehicle liability insurance and proportional reinsurance | R0050 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Other motor insurance and proportional reinsurance | R0060 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Marine, aviation and transport insurance and proportional reinsurance | R0070 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Fire and other damage to property insurance and proportional reinsurance | R0080 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| General liability insurance and proportional reinsurance | R0090 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Credit and suretyship insurance and proportional reinsurance | R0100 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Legal expenses insurance and proportional reinsurance | R0110 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Assistance and proportional reinsurance | R0120 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Miscellaneous financial loss insurance and proportional reinsurance | R0130 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Non-proportional health reinsurance | R0140 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Non-proportional casualty reinsurance | R0150 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Non-proportional marine, aviation and transport reinsurance | R0160 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Non-proportional property reinsurance | R0170 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | Non-life activities | | Life activities | |
|---|---------------------|-------|-----------------|--|
| | MCRNL Result | | MCRNL Result | |
| | C0070 | C0080 | | |
| Linear formula component for life insurance and reinsurance obligations | R0200 | 0,0 | 0,0 | |

| | | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk | Net (of reinsurance/SPV) best estimate and TP calculated as a whole | Net (of reinsurance/SPV) total capital at risk |
|---|-------|---|--|---|--|
| | | C0090 | C0100 | C0110 | C0120 |
| | | Obligations with profit participation - guaranteed benefits | R0210 | 0,0 | |
| Obligations with profit participation - future discretionary benefits | R0220 | 0,0 | | 0,0 | |
| Index-linked and unit-linked insurance obligations | R0230 | 0,0 | | 0,0 | |
| Other life (re)insurance and health (re)insurance obligations | R0240 | 0,0 | | 0,0 | |
| Total capital at risk for all life (re)insurance obligations | R0250 | | 0,0 | | 0,0 |

Overall MCR calculation

| | |
|-----------------------------|-------------------|
| | C0130 |
| Linear MCR | R0300 345 024,9 |
| SCR | R0310 7 449 064,5 |
| MCR cap | R0320 3 352 079,0 |
| MCR floor | R0330 1 862 266,1 |
| Combined MCR | R0340 1 862 266,1 |
| Absolute floor of the MCR | R0350 3 700 000,0 |
| | C0130 |
| Minimum Capital Requirement | R0400 3 700 000,0 |

Notional non-life and life MCR calculation

| | Non-life activities | | Life activities | |
|--|---------------------|-------------|-----------------|--|
| | C0140 | C0150 | | |
| Notional linear MCR | R0500 | 345 024,9 | 0,0 | |
| Notional SCR excluding add-on (annual or latest calculation) | R0510 | 7 449 064,5 | 0,0 | |
| Notional MCR cap | R0520 | 3 352 079,0 | 0,0 | |
| Notional MCR floor | R0530 | 1 862 266,1 | 0,0 | |
| Notional Combined MCR | R0540 | 1 862 266,1 | 0,0 | |
| Absolute floor of the notional MCR | R0550 | 2 500 000,0 | 3 700 000,0 | |
| Notional MCR | R0560 | 2 500 000,0 | 3 700 000,0 | |